

Bordeaux : Quatre organisations s'attaquent à la liberté d'expression

Du 24 au 30 mars dernier, la LICRA Bordeaux Gironde, l'UEJF, l'UNEF Science Po Bordeaux et MET Science Po Bordeaux ont fait pression sur la direction de Science-Po Bordeaux pour interdire la conférence du Professeur sud africain Farid Esack, prévue le 30 mars à l'IEP dans le cadre de la semaine contre l'apartheid israélien 2015*.

Farid Esack est une figure majeure de la lutte sud africaine pour la libération, ancien commissaire pour l'égalité des genres nommé par Nelson Mandela et éminent universitaire international.

Sa conférence à Bordeaux ayant pour objet de nous proposer une étude comparative entre l'apartheid israélien et l'apartheid sud africain et les raisons qui motivent l'appel au boycott académique d'Israël, nous nous attendions à quelques réactions hostiles exercées habituellement dans le cadre de la vie démocratique (manifestation, tractage, intervention lors de la conférence, etc).

Cependant la LICRA Bordeaux Gironde, l'UEJF, l'UNEF Science Po Bordeaux et MET Science Po Bordeaux ont choisi d'user de la diffamation pour tenter de faire censurer la conférence en colportant publiquement via les réseaux sociaux, tracts et au directeur de l'IEP que le Professeur Esack était antisémite : «L'uejf et la LicraBordeaux33 demandent à ScPoBx d'interdire la venue du pdt du BDS Afrique du Sud réputé pour ses actions antisémites! » Tweets de La LICRA et de l'UEJF / « BDS (Boycott Désinvestissements Sanctions) et Solidaires Etudiants IEP invitent Farid Esack, président BDS Afrique du Sud, organisation réputée pour ses actions violentes et

antisémites.» Extrait du tract signé par UNEF Science Po Bordeaux, MET Science Po Bordeaux et UEJF.

Une pétition est lancée le 26 mars dernier afin de demander le maintien de la conférence. Celle-ci sera signée par 5 ministres sud-africains et plus de 400 universitaires renommés dans le monde entier et souligne que «le professeur Esack, dans toutes ses publications et discours, a montré un engagement remarquable pour les principes de justice et de lutte contre toutes formes de racisme -y compris l'antisémitisme, le sexisme, l'exploitation économique et l'homophobie. Son engagement dans la lutte pour la justice en faveur du peuple palestinien n'est que la suite logique d'une vie d'engagement pour la justice.»

En amont de la conférence, le directeur de Sciences Po Bordeaux, Vincent Hoffmann-Martinot, nous a adressé par message sa position en indiquant ne «pas souhaiter donner suite aux différentes demandes qui lui ont été adressées visant à annuler la conférence prévue [...]. Le principe de respect de la liberté d'expression a motivé cette décision..» La conférence s'est donc bien tenu le 30 mars.

Alors que la LICRA Bordeaux Gironde, l'UEJF et MET Science Po Bordeaux ne semblent plus vouloir s'exprimer sur ce sujet, nous nous interrogeons quant à la crédibilité de ces organisations qui usent de la diffamation sans scrupule et s'attaquent à l'un des droit fondamental de la démocratie à savoir la LIBERTE D'EXPRESSION.

Nous rappelons que d'après la loi du 29 Juillet 1881, l'article 29 stipule que: « Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation ». La diffamation est donc passible de sanction au regard de la loi.

Nous exigeons de la LICRA Bordeaux Gironde, l'UEJF et MET

Science Po Bordeaux une explication claire concernant les graves allégations colportées et leurs positions tenues publiquement du 24 au 30 mars 2015.

L'UNEF s'est d'ores et déjà désolidarisé de la position de l'UNEF Science-Po Bordeaux via un communiqué de presse défendant le respect du principe de liberté d'expression.

* La Semaine contre l'apartheid israélien consiste en une série d'initiatives internationales qui visent à sensibiliser l'opinion sur le système d'apartheid contre le peuple palestinien et à renforcer le soutien au mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

GENERATION PALESTINE et SOLIDAIRES ETUDIANT-E-S
Avec le soutien de la CAMPAGNE BDS FRANCE